



## **\_Prise de position de Caritas Suisse sur la crise alimentaire Il faut renforcer le droit à l'alimentation**

**Le Sud a faim. Ces trois dernières années, les prix du riz, du maïs ou du blé ont plus que doublé. Pour d'innombrables personnes en Asie, en Afrique et en Amérique latine, les aliments sont devenus inabordables. Il y a diverses raisons à cela: demande accrue, boom des agro-carburants, stratégies de développement erronées, spéculations boursières. Du point de vue de Caritas Suisse, il est urgent d'assurer la durabilité de l'économie agricole à l'échelle mondiale et de renforcer le droit à l'alimentation.**

Scènes du début de l'été 2008: des milliers de personnes manifestent, dans les rues de la capitale haïtienne Port-au-Prince, contre la hausse des prix du riz, du maïs, du sucre et des haricots. En Egypte, ménagères, fonctionnaires et ouvriers appellent par SMS à une marche de protestation contre la hausse des prix du pain, du blé et de l'huile. Une foule en colère aux Philippines, où le gouvernement fait garder les maigres réserves de riz par des soldats, brandit des pancartes où l'on peut lire: «Nous voulons la moitié du prix, pas la moitié du riz».

Ce qui inquiétait peu l'opinion publique mondiale auparavant est devenu une préoccupation générale. La crise alimentaire est devenue une crise de la faim. Jusqu'à 100 000 personnes meurent tous les jours de la faim ou de ses conséquences. Plus de 850 millions de gens dans le monde souffrent de faim chronique. Les enfants sont particulière-

ment touchés: 6 millions par an meurent de sous-alimentation chronique.

### **Assez de produits alimentaires – pas assez à manger**

Pourtant, on produit plus d'aliments que jamais. En 2007, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), on a récolté plus de 2,1 milliards de tonnes de blé; cette année, on atteindra 2,2 milliards. Ceci permettrait de couvrir les besoins mondiaux en blé alimentaire. Selon les experts, la Terre pourrait même nourrir deux fois plus d'habitants qu'elle n'en compte aujourd'hui. Mais plus de la moitié du blé est utilisée à d'autres fins – comme fourrage ou agro-carburant. On manque ainsi un peu partout de denrées alimentaires abordables: 1,4 milliard de personnes vivent dans une extrême pauvreté et doivent s'en sortir avec moins de 1,25 dollar américain par jour. Ils dépensent jusqu'à 80% de leur revenu disponible pour l'alimentation. La hausse dramatique des prix des denrées alimentaires menace l'existence d'innombrables personnes.

La hausse des prix des vivres est massive: la FAO indique que l'indice des prix du marché mondial pour le blé est passé entre 2000 (indice: 100) et 2007 à 170, et a explosé au cours des quatre premiers mois de l'année en cours pour monter à 271, ce qui représente une augmentation de 83% par rapport à la même période de l'année précédente. Dans les pays souffrant d'une crise humanitaire (conflits, catastrophes naturelles, sécheresse, crues, récoltes perdues), cela signifie que les denrées de base sont devenues inabordables sur les marchés locaux pour la popula-

tion pauvre. La FAO cite 34 pays en situation critique en Afrique, Asie et Amérique latine, qui ont un besoin urgent d'une aide extérieure. Mais pour le Programme alimentaire mondial de l'ONU aussi, le blé est trop cher, comme l'a constaté son porte-parole en Asie Paul Risley: «Nous ne pouvons plus acheter assez de riz pour aider les plus pauvres».

### **Demande accrue et agro-carburants**

Les causes de la dramatique hausse des prix des produits alimentaires sont multiples. Cela va des habitudes alimentaires changeantes aux spéculations, du boom destructeur des agro-carburants au fait que l'on a trop longtemps négligé l'économie agricole du Sud. La demande accrue en denrées alimentaires est liée à la prospérité croissante et aux nouvelles habitudes de consommation de grandes économies telles que la Chine ou l'Inde. Dans les pays émergents, de plus en plus de consommateurs s'offrent de la viande et des produits laitiers. De nos jours, un bon tiers de la récolte mondiale de blé sert à nourrir le bétail. Mais 10% seulement du blé fourrager sont transformés en masse de viande, les 90% restants sont perdus pour l'alimentation humaine.

Ce qui n'est pas utilisé comme fourrage sert à produire des agro-carburants à partir de cultures industrielles, par exemple de l'éthanol à base de canne à sucre, de betterave sucrière, de maïs et de blé ou du diesel à base de colza, de soja, d'huile de palme et de jatropha. Célébrés de diverses parts et massivement subventionnés comme solution magique contre les émissions de CO<sub>2</sub> et le changement climatique, ils connaissent un véritable boom. La relation de cause à effet – agro-carburants d'un côté, faim dans le Sud de l'autre – n'est guère contestée. Avec la forte hausse des

**En raison de la demande accrue en viande et produits laitiers ainsi que de la production d'agro-carburants, seule la moitié de la production mondiale de blé parvient dans les assiettes.**

prix du pétrole, la monoculture de sources d'énergie renouvelables devient de plus en plus rentable pour les multinationales. Les conséquences sont graves: des surfaces et des forêts primaires d'importance écologique sont déboisées, ce qui libère du CO<sub>2</sub> auparavant captif; d'innombrables petits paysans sont chassés de leurs terres et doivent à leur tour déboiser la forêt tropicale pour leurs champs, ou partir dans les quartiers pauvres des villes.

En raison de la demande accrue en viande et produits laitiers ainsi que de la production d'agro-carburants, seule la moitié de la production mondiale de blé parvient dans les assiettes, qui sont trop remplies ou restent vides selon les revenus. Pour près d'un milliard de personnes, cela signifie la faim chronique.

### **Stratégies de développement erronées**

La crise alimentaire vient également des stratégies de développement de la Banque mondiale et du FMI. Elles contraignaient jusqu'à tout récemment encore, comme contrepartie pour des crédits et la réduction des dettes, à l'intégration au marché mondial et à l'adaptation structurelle, sapant ainsi pas à pas la souveraineté alimentaire de nombreux pays. On a ainsi investi dans les produits d'exportation industriels, tels que le coton ou les matières premières, ou plus récemment les agro-carburants.

Cette stratégie se fondait sur l'idée fautive de la communauté internationale que la surproduction mondiale de produits alimentaires allait perdurer et que la lutte contre la faim n'était qu'une question logistique. De ce fait, on a régulièrement réduit au cours des dernières décennies les investissements en faveur du développement rural. Alors que 75% des pauvres de ce monde vivent dans des régions rurales, 4% seulement de l'aide publique au développement sont consacrés à l'agriculture des pays en développement. Dans l'Afrique subsaharienne, dont la croissance économique globale dépend en large mesure de l'agriculture, les dépenses publiques pour ce secteur ne représentent également que 4% des dépenses totales de l'Etat. La FAO estime que les aides pour le secteur agricole ont été réduites de moitié au cours des années 90. On ne saurait sérieusement douter du fait que la crise alimentaire actuelle est également liée à ces coupes. Dans de nombreux pays, les gouvernements ont négligé l'agriculture locale. Les pays les plus pauvres doivent couvrir jusqu'à la moitié de leurs besoins alimentaires par l'importation.

Dans son rapport sur le développement dans le monde 2008, «L'agriculture au service du développement», la Banque mondiale constate que l'agriculture peut ouvrir des voies pour sortir de la pauvreté. Elle entend investir davantage dans ce secteur, en appliquant les recettes usuelles axées sur le marché mondial. Dans les pays en développement, cela consiste à augmenter la productivité pour les denrées de base et à donner aux petits paysans accès aux marchés à forte croissance des produits de l'horticulture, de l'élevage de volaille, de l'aquaculture et de l'exploitation laitière; à l'échelle mondiale, il s'agit d'ouvrir les marchés et d'éliminer les subventions qui les faussent.

La Banque mondiale avance la revendication importante d'une plus forte participation des organisations de la société civile, notamment des associations de paysans, à la définition et à la concrétisation de l'agenda agricole. Pendant des dizaines d'années, les gouvernements du Sud ont avant tout promu les centres urbains au détriment des campagnes, également pour s'assurer l'appui politique des élites dans les villes. Le secteur industriel est devenu, grâce au protectionnisme et aux subventions, un domaine prioritaire auquel on consacre la majeure partie des ressources d'investissement, souvent contre-financées par une lourde imposition

de la production agricole. Dans ces conditions, les ménages paysans ne peuvent pas concurrencer avec leurs produits, sur les marchés locaux, les aliments importés bon marché. L'agriculture en petites structures s'est effondrée en bien des endroits, ou a subi des pertes massives de productivité, d'autant que l'on a négligé de réaliser les indispensables réformes agricoles.

### **Spéculations**

Un coup d'œil sur l'évolution saccadée des prix du marché mondial pour les produits alimentaires fait ressortir qu'outre les causes à long terme, les spéculations aussi ont joué un rôle. On ne saurait expliquer sans cela les fluctuations des prix à court terme et la chute des prix de produits centraux tels que le riz, le maïs, le blé ou le soja sur les bourses des matières premières en été 2008 (de 20% ou plus en l'espace d'un mois). Mais cela ne change rien au fait que les prix de ces produits ont doublé, voire triplé depuis le milieu de l'année 2006. L'éthicien économique Peter Ulrich estime d'ailleurs que même les caisses de pension placent de l'argent dans des fonds de matières premières agricoles.

La spéculation sur les produits alimentaires signifie concrètement que des entreprises commerciales achètent toute la production, puis la retiennent pour créer une pénurie artificielle, ce qui fait monter les prix. Cette pratique axée sur le profit ne recule pas devant la mort de millions de personnes. Il faut donc des codes de conduite contraignants pour empêcher de telles transactions au mépris de l'humanité.

### **Sortir de la crise**

Que faire? A court terme, la communauté internationale veut mettre davantage d'argent à disposition pour l'aide alimentaire. Les fonds alloués précédemment ne suffisent plus en raison de la hausse des prix, par exemple pour l'approvisionnement de 140 000 réfugiés birmans pendant de longues années dans la région frontalière entre la Birmanie et la Thaïlande par Caritas Suisse, d'autres œuvres d'entraide et la communauté internationale. La situation est similaire, selon les estimations du Programme alimentaire mondial, pour plus de deux millions de personnes au Darfour, en Irak et ailleurs.

De telles actions d'aide humanitaire sont nécessaires, mais ne constituent pas de solution à long terme. Afin d'améliorer la situation alimentaire, les efforts pour le développement dans le monde entier doivent mettre davantage l'accent sur une agriculture durable des petits paysans. Ceci suppose un accès assuré aux terres fertiles et à l'eau propre, de nouvelles chances de formation, des technologies d'exploitation adaptées, des crédits peu coûteux et des efforts accrus pour la commercialisation locale et régionale des produits. Pour financer ces investissements, il faut – outre le changement de perspective évoqué, notamment chez les grandes agences internationales pour le dévelop-

pement – une augmentation du budget d'aide au développement. La revendication internationale de consacrer 0,7% du revenu national brut à l'aide au développement, avancée également par les organisations suisses d'aide au développement dans leur pétition de 200 000 signatures adressée en juin 2008 au Gouvernement et au Parlement, prend un poids accru au vu de la crise alimentaire.

L'Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles pour le développement (IAASTD) se montre également convaincue qu'il faut mettre l'accent sur la durabilité, affirmant dans son dernier rapport qu'il faut à nouveau miser davantage sur les petits producteurs, renforcer leurs

**Afin d'améliorer la situation alimentaire, les efforts pour le développement dans le monde entier doivent mettre davantage l'accent sur une agriculture durable des petits paysans.**

capacités et connaissances, leur donner accès au marché et promouvoir leur mode de production en petites structures face à la production intensive de masse de produits agricoles. Il faut une production qui n'épuise pas les sols, sans pollution ni gaspillage de l'eau et sans déboisement. C'est ainsi seulement que l'on pourra à long terme surmonter la crise alimentaire dans le Sud et assurer l'alimentation de la population mondiale.

### **Promotion du commerce équitable**

Concrètement, cela doit par exemple aussi signifier une promotion accrue du commerce équitable. Car qu'il s'agisse de maîtriser la crise alimentaire, de répondre aux conséquences du changement climatique, d'assurer une gestion responsable des ressources disponibles, de garantir plus de justice et de pouvoir de décision aux pauvres dans le Sud ou d'appeler les entreprises du monde entier à assumer leur responsabilité sociale et économique – le commerce équitable peut toujours être cité en exemple. La production et la commercialisation selon ses règles est un bon moyen d'orienter la gestion locale, régionale et mondiale sur des voies durables et de lancer des impulsions pour le développement.

Mais il faut aussi et avant tout des conditions cadres équitables de l'économie mondiale. Le système actuel du commerce mondial, dominé par l'OMC, n'est guère propice au développement. La libéralisation des marchés a sensiblement détérioré les conditions de travail et de vie dans la plupart des pays pauvres. Tandis que les pays riches du Nord réclament un accès sans entrave aux marchés du Sud, ils ferment sans le moindre scrupule leurs propres marchés lorsqu'il s'agit de protéger les intérêts de leurs économies. En même temps, ils soutiennent par des sub-

ventions l'exportation de leurs excédents agricoles. Pour comparaison: en 2005, les diverses subventions agraires des pays de l'OCDE ont atteint 280 milliards de dollars américains, leur aide au développement 100 milliards.

Il est urgent, dans un premier temps, d'établir un moratoire sur la production et le commerce d'agro-carburants à base de cultures industrielles. Ceci permettra à la recherche et à la politique d'approfondir les aspects développement, agriculture, énergie, climat et environnement. Il s'agit d'enjeux tels que l'amélioration de la souveraineté alimentaire dans le monde entier, la réduction des gaz à effet de serre sans conflits sociaux ou écologiques, le passage à des énergies écologiquement et socialement compatibles, la valorisation de l'agriculture des petits paysans et la gestion durable des sols, de l'eau et de la biodiversité. Les carburants à base de bois, de déchets agricoles et d'huile usée, de même que les formes de production locales, seront exclus du moratoire.

Enfin, il faudra bien aussi que nous remettions en question notre propre style de vie, et que nous fassions également des efforts politiques en vue d'une durabilité accrue de la production et de la consommation dans notre pays.

A l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre 2008

## **Caritas Suisse réclame une autre politique de développement:**

- **Investir de façon ciblée dans l'agriculture et le développement rural dans le cadre de la coopération au développement, selon les principes du développement durable.**
- **Augmenter le budget de l'aide au développement dans l'intérêt de la souveraineté alimentaire des pays du Sud.**
- **Promouvoir le commerce équitable comme contribution à la souveraineté alimentaire des personnes défavorisées du Sud.**
- **Agir sur l'OMC en faveur d'un ordre commercial mondial axé sur le développement, dans l'intérêt de la lutte contre la pauvreté et de la protection de l'environnement.**
- **Elaboration d'un code de conduite international contraignant avec des critères sociaux et écologiques pour le commerce des denrées alimentaires.**
- **Adoption d'un moratoire sur les agro-carburants.**

**Nous sommes solidaires**

**Contact:** Geert van Dok, responsable du service Politique de développement, secteur Etudes  
Téléphone direct: +41 41 419 23 95, e-mail: [gvandok@caritas.ch](mailto:gvandok@caritas.ch)

Löwenstrasse 3  
Case postale  
CH-6002 Lucerne

tél.: +41 41 419 22 22  
fax: +41 41 419 24 24  
e-mail: [caritas@caritas.ch](mailto:caritas@caritas.ch)

Internet: [www.caritas.ch](http://www.caritas.ch)  
compte postal: 60-7000-4

Système de certification  
ISO 9001:2000  
N° 14075-03

